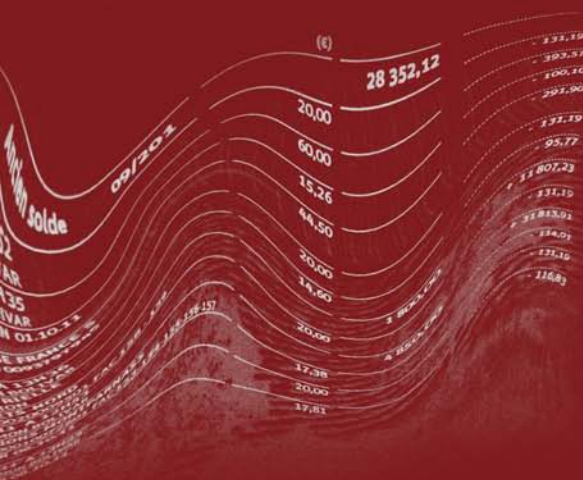


GAËL GIRAUD CÉCILE RENOUARD LE FACTEUR 12

POURQUOI IL FAUT PLAFONNER LES REVENUS



ESSAI

carnetsnord | éditions
montparnasse

Extrait de la publication

Le facteur 12

Gaël Giraud
et
Cécile Renouard

Le facteur 12
Pourquoi il faut plafonner les revenus

carnets**nord**

© Carnets Nord, 2012
12, villa Cœur-de-Vey, 75014 Paris
www.carnetsnord.fr
ISBN : 978-2-35536-099-2

DES MÊMES AUTEURS

Cécile Renouard et Gaël Giraud (dir.), *Vingt Propositions pour réformer le capitalisme*, Flammarion, 2009 ; Champs, collection « Essais », 2012

Gaël Giraud, *La Théorie des jeux*, Champs, collection « Essais », 2009

Cécile Renouard, *Michael Walzer. L'Art libéral du civisme*, Temps présent, 2010 ;
Un monde possible. Les Acteurs privés face à l'injustice,
Le Seuil, collection « L'Histoire immédiate », 2008 ;
La Responsabilité éthique des multinationales, PUF, 2007.

Introduction

« Il ne doit y avoir, ni chez quelques-uns des citoyens une intolérable pauvreté ni chez d'autres une grande richesse, attendu que cette double cause produit ce double effet [désunion et sédition]. »

PLATON
Les Lois

C'est une question qui revient régulièrement dans le débat public : comment continuer à faire société si les écarts de revenus sont tels qu'entre le haut et le bas de l'échelle les citoyens n'ont plus rien de commun ?

En 2007, juste avant le déclenchement du *krach* financier des *subprimes*, le revenu moyen après impôts des 10 % les plus riches était en France environ neuf fois plus élevé que celui des 10 % les plus pauvres. Les pays nordiques faisaient nettement mieux, avec un écart de 1 à 6, et les États-Unis, bien pire, avec un écart de 1 à 16. Mais pour évaluer l'ampleur des écarts de revenu au sein d'une société, il faut tenir compte aussi bien des très hauts revenus que des plus bas. Selon les

données de l'économiste Thomas Piketty¹ (dont les séries historiques vont jusqu'en 1998), le revenu moyen des 0,01 % les plus riches était de 108 Smic à temps plein en 1998. Et depuis 1998 les écarts se sont encore creusés². En particulier, les 0,01 % des foyers les plus riches ont vu leur revenu réel croître de 42,6 % entre 1998 et 2005, contre 4,6 % pour les 90 % des foyers les moins riches. Dix fois plus vite. La forte croissance des revenus du patrimoine est en partie responsable de ces évolutions, les hauts revenus étant davantage composés de ce type de rémunérations que les revenus moins élevés. Néanmoins, et c'est un fait nouveau des deux dernières décennies, la très rapide augmentation des inégalités de salaires a également fortement participé à cette augmentation des inégalités de revenus. Entre 2003 et 2010, la rémunération – nette de l'inflation – des PDG des entreprises du CAC 40 a augmenté de 20 % alors que celle des salariés de ces mêmes entreprises augmentait de 1 %³. De ce point de vue, la France rompt avec la grande stabilité de la hiérarchie des salaires qui avait prévalu durant plus d'une génération après guerre. Tout en restant un pays plus égalitaire que les pays anglo-saxons en termes de

1. Cf. « Les inégalités entre ménages dans les comptes nationaux », « Les transferts en nature atténuent les inégalités de revenus » (Insee, 2009) ; « Les inégalités de niveaux de vie entre 1996 et 2007 », « Les très hauts salaires du secteur privé en 2007 » (Insee, 2010) ; Thomas Piketty, *Les Hauts Revenus en France au XX^e siècle : inégalités et redistributions, 1901-1998*, Grasset, 2001.

2. Julie Solard, « Les très hauts revenus : des différences de plus en plus marquées entre 2004 et 2007 » (Insee, 2010) ; Camille Landais, « Les hauts revenus en France (1998-2006) : une explosion des inégalités ? » <http://www.stanford.edu/~landais/cgi-bin/Articles/hautsrevenus.pdf>

3. Source : *Le Point*, 9 février 2012, p. 69.

distribution des revenus primaires (nous y reviendrons), la tendance qui semblait se dessiner avant le *krach* de 2008 n'exclut pas que la France soit en train de converger vers les « anti-modèles » anglo-saxons. Il n'est pas certain, bien au contraire, que la crise induite par le maelström financier des *subprimes* (et son avatar qu'est aujourd'hui la crise des dettes) ait ralenti ce phénomène.

En outre, ces chiffres ne disent rien des revenus globaux des grands patrons, ni des montants des dividendes perçus par les plus gros détenteurs d'actions (souvent eux-mêmes de grands patrons). Les derniers chiffres que nous connaissons sont ceux de 2007. Selon le magazine *Capital* de novembre 2008, les rémunérations moyennes, stock-options comprises, des 50 premiers patrons, représentaient 310 fois le Smic. Mais en tête de peloton, on atteint ou l'on dépasse 1 000 Smic, soit plus de 2 000 RMI. Et si l'on y ajoute les dividendes perçus, on crève le plafond avec plus de 20 000 Smic pour chacun des trois patrons français les plus riches⁴. Un Français peut « gagner » aujourd'hui 40 000 fois le RMI⁵. Face à de tels chiffres, on pourrait estimer la messe dite : qui peut prétendre de bonne foi « valoir » quarante mille fois un autre ? Et pourtant, il nous faut bien ouvrir le dossier car il n'est un mystère pour personne que la question de revenir à des écarts de rémunération plus « raisonnables » fait à la fois l'objet d'une

4. Cf. Jean Gadrey, <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2008/11/17/l'eventail-acceptable-des-revenus-platon-georges-marchais-etc/>

5. Les écarts fréquemment relayés (et dénoncés) par la presse tournent souvent autour de 400. Il s'agit, en réalité, de l'écart entre les revenus maximaux et les revenus *moyens* (de l'entreprise ou de l'économie considérée).

demande sociale très forte et d'une non moins forte résistance.

Face aux critères mouvants concernant les inégalités socialement ou moralement acceptables, quels repères se donner ? Est-il légitime que les catégories les plus favorisées continuent de voir leurs revenus exploser tandis que ceux du reste de la population stagnent ou diminuent ? Rendre les « riches » plus riches, cela aide-t-il vraiment les « pauvres » ? Et si cette fausse évidence dissimulait une vérité tout autre, à savoir que l'accroissement des inégalités porte préjudice à tous, y compris aux plus favorisés ?

De plus, il n'est pas possible d'entrer dans ce débat, aujourd'hui, sans tenir compte des bouleversements profonds que connaît la société européenne à la suite du *krach* boursier de 2008. L'accroissement des inégalités n'aurait-il pas partie liée avec la crise financière, puis économique, que nous connaissons ? Les réduire, cela serait-il nuisible à la compétitivité européenne ? Ou bien, au contraire, ne serait-ce pas le plus sûr moyen d'éviter que notre continent ne s'enfonce dans une dépression déflationniste qui le rendrait incapable de faire face aux défis du prochain « choc pétrolier » à venir ? Dans ces conditions, que faut-il faire : taxer davantage les salaires ou bien, carrément, les plafonner ? Faut-il aussi limiter les revenus non salariaux ? Les stock-options et les revenus du patrimoine ?

En amont de ces questions se profile un débat de fond : plafonner les revenus, est-ce « seulement » une affaire de « justice sociale » ? Si oui, que faut-il entendre par ce mot ? Quels sont les critères d'une « juste » distribution des richesses (ou d'un juste partage des dettes s'il y a lieu) ? Mais, plafonner, ne serait-ce pas aussi une question d'*efficacité* économique ? Enfin, les

INTRODUCTION

résistances que rencontre la question d'une limitation des revenus les plus élevés font émerger une interrogation de type existentiel : peut-on vivre heureux en gagnant moins ? Il nous paraît clair que, s'il faut promouvoir une limitation des revenus les plus élevés, celle-ci ne peut s'inscrire qu'à l'intérieur d'un projet économique et, pour tout dire, d'un projet de société, plus large. Qui fasse sens. Qui donne aux générations futures (surendettées, voire ruinées⁶ ? et sommées d'habiter une Terre hostile ?) le goût de se tourner vers l'avenir.

Nous avons cherché à répondre à ces questions et à esquisser quelques lignes de ce projet de société. Premier élément de réponse : les Français sont largement favorables à une échelle de revenus raisonnée qui inclurait un plafond absolu. C'est ce que révèle ce livre grâce à un sondage CSA réalisé en septembre 2011. Une large majorité des Français interrogés plébiscite un écart maximal de 1 à 10 entre le salaire brut le plus faible (le Smic) et le salaire brut le plus élevé. On est donc très loin du « vingt mille smicards = un patron » de la société française actuelle...

Nous soutenons qu'une réponse réside dans le « facteur 12 ». C'est l'écart maximal des salaires (primes incluses) qui existe *déjà*, aujourd'hui, dans la fonction publique française. Pourquoi ne pas soumettre au débat démocratique l'extension possible de cette échelle à toute la société (française, voire européenne) ?

6. Cf. e.g., Patrick Artus et Marie-Paule Virard, *Comment nous avons ruiné nos enfants*, La Découverte, 2006.

Trois remarques s'imposent, avant d'entrer dans l'arène du débat.

Primo, le facteur 12 n'est qu'un rapport *relatif* entre les revenus. Même cette réduction ne permettrait pas de réduire le rapport *absolu* entre les revenus les plus élevés et les plus faibles. Supposons, pour le comprendre, que l'écart maximal, dans une société donnée, soit de 1 à 40 000⁷. La « distance » qui les sépare est donc de 39 999. Une multiplication par deux des revenus la ferait passer à 79 998. Maintenant, si le revenu le plus élevé n'était initialement « que » de 12, la même augmentation par deux des revenus ferait passer la distance absolue entre le haut et le bas de l'échelle de 11 à 22. Autrement dit, même avec un facteur (relatif) de 12, les disparités économiques continueront d'augmenter. Simplement, elles augmenteront *beaucoup* moins vite. Ceux qui veulent aller plus loin dans l'égalitarisme ne manqueront pas de nous le reprocher. Pour des raisons que nous développerons *infra*, nous soutenons que c'est bien l'écart relatif – et non l'écart absolu – qu'il faut borner.

Secundo, pour réduire ce facteur relatif, on peut agir aux deux extrémités de l'échelle : diminuer les revenus les plus élevés, certes, mais aussi... *augmenter les plus faibles*. Au 1^{er} janvier 2012, le Smic mensuel brut français s'élève à 1 398,37 euros. Si le taux d'imposition des smicards était ramené à 0 %, cela donnerait un revenu disponible maximal de 16 780,44 euros par mois. Ce n'est pas ridicule sachant qu'il n'est pas question, pour nous, que l'État impose un tel plafonnement aux

7. Si l'unité de mesure représente, disons, 500 euros par mois, cet exemple est assez proche de la réalité française comme le suggèrent les chiffres cités plus haut.

entreprises privées. D'autres moyens, que nous discuterons, peuvent être envisagés. Autrement dit, le facteur 12, ce n'est ni le goulag, ni la Corée de Kim Il Sung. Mais une proposition pour redonner du sens au vivre-ensemble, à notre démocratie et éviter que, dans une génération, les revenus de (presque) tous soient divisés par 2.

Tertio, comme nous allons essayer de le montrer, le facteur 12 est un moyen essentiel pour parvenir au facteur 4 dans le domaine énergétique, c'est-à-dire pour diminuer par 4 les émissions de gaz à effet de serre en 2050 par rapport à leur niveau de 1990 – objectif que s'est fixé l'Union européenne afin de minimiser le réchauffement climatique d'ici la fin du siècle, pour tenter d'éviter les désastres écologiques et sociaux qui résulteraient d'une élévation supérieure de la température moyenne à l'échelle de la planète.

Le facteur 12, une utopie ? En 1997, le journal *Le Monde diplomatique* popularisait l'idée d'une taxe sur les transactions financières⁸. Bien qu'initialement introduite par l'économiste James Tobin (Prix Nobel 1981), la proposition avait été accueillie avec sarcasme : n'émanait-elle pas d'une frange altermondialiste, archaïque et pour tout dire mal élevée du « gauchisme » français ? Aujourd'hui, le président Nicolas Sarkozy en a fait une mesure phare de la fin de son mandat, son principe a été voté par la Commission

8. Ibrahim Warde, « Le projet de taxe Tobin, bête noire des spéculateurs, cible des censeurs », et Ignacio Ramonet « Désarmer les marchés », *Le Monde diplomatique*, respectivement février et décembre 1997.

européenne et l'Église catholique elle-même en réclame l'application⁹. Le plafonnement des revenus, lui, a une histoire bien plus longue que la taxe Tobin, puisqu'il remonte à Platon et, pour ce qui est de sa traduction politique « moderne », à l'Américain Felix Adler, en 1880. Gageons qu'un jour cette utopie figurera, elle aussi, sur l'agenda politique européen.

9. *Pour une réforme du système financier et monétaire international dans la perspective d'une autorité publique à compétence universelle*, Conseil pontifical Justice et Paix, octobre 2011 et *Une communauté européenne de solidarité et de responsabilité – déclaration des évêques de la Comece sur l'objectif d'une économie sociale de marché compétitive dans le Traité de l'Union européenne*, Comece, 12 janvier 2012.

1. Plafonner, ça fait mal ?

« Je ne suis qu'un banquier qui fait le travail de Dieu. »

Lloyd BLANKFEIN, PDG de Goldman Sachs
Sunday Times, 8 novembre 2009

Le premier enjeu d'un plafonnement des revenus, selon nous, est d'éviter l'appauvrissement généralisé de la société française. Paradoxe ! Ne dit-on pas, au contraire, que l'enrichissement des plus riches profite à tout le monde ? Le caractère « décomplexé » du rapport à l'argent qu'entretient aujourd'hui une partie de la classe politique ouest-européenne ne tient-il pas en partie à la popularité de cet « argument » : plus les riches sont riches, moins les pauvres sont pauvres ?

Commençons donc par déconstruire les fausses évidences qui encombrant le débat : non, l'augmentation des hauts revenus ne bénéficie pas à l'ensemble du corps social ; les salaires ne sont pas fixés par une loi d'airain qui ressemblerait à quelque chose comme une égalité de l'offre et de la demande sur un « libre » marché du travail ; quand bien même ils le seraient, cela ne fournirait aucune légitimité *a priori* aux salaires que nous observons aujourd'hui car les marchés dérégulés

sont, en général, inefficaces, injustes et soumis à des bulles sans lien avec la réalité économique. Donc on *peut* plafonner les salaires sans craindre de provoquer un fiasco économique. Ensuite, nous pourrions nous tourner vers les raisons qui font qu'aujourd'hui, croyons-nous, il *faut* le faire.

Les taches solaires

La petite parabole suivante permet de comprendre facilement pourquoi les marchés financiers – et, plus généralement, tous les marchés dérégulés incomplets¹, y compris le « marché du travail » si le projet d'y supprimer toute réglementation contraignante devait un jour aboutir – ne fournissent aucunement des prix correspondant à ce qu'on pourrait appeler la « vraie » valeur des choses. Elle explique également pourquoi de tels marchés allouent presque toujours de manière très inefficace² les ressources qui y sont échangées. Supposez qu'un soir, l'animateur-vedette du journal télévisé de votre chaîne préférée dise avec un très grand sérieux : « Mesdames et messieurs, demain matin, l'euro va s'effondrer car des physiciens de Saclay ont vu des taches à la surface du soleil cet après-midi. » Effectivement des « mers noires » apparaissent de temps à autre sur la surface du soleil, liées à la différence de

1. C'est-à-dire sur lesquels il n'est pas possible de se couvrir au moyen d'actifs financiers contre tous les risques. Aucun marché, dans la réalité, n'est complet.

2. Le lecteur spécialiste aura reconnu que « très inefficace », ici et par la suite, signifie « sous-optimal de second rang » (*cf. e.g.*, Roger Guesnerie, *A Contribution to the Pure Theory of Taxation*, Cambridge University Press, Econometric Society Monograph Series, 1995).

température de la lave en fusion. Vous savez que ces phénomènes-là n'ont aucune relation de causalité avec le cours de l'euro. Vous allez vous coucher en riant, une fois de plus, à propos du présentateur télé qui, décidément, a raté une occasion de se taire. Mais le journal de 20 heures est regardé par des millions de gens, y compris un grand nombre de *traders* et d'épargnants fortunés (ceux-là mêmes dont les *traders* et les *sales* des banques d'investissement gèrent la fortune) qui ont des euros dans leur portefeuille et qui vont être assez stupides pour croire ce qui se dit au JT. Demain matin, ils seront très nombreux à vendre de l'euro parce qu'ils croient ce que « dit la télé ». Et même si je suis un *trader* qui sait que c'est complètement stupide, que vais-je faire dès l'aube ? Je vais vendre les euros de mon portefeuille en ricanant, peut-être, sur ceux qui seront assez idiots pour y « croire ». Mon intérêt ? Il est, de toute façon, de vendre sitôt que j'ai compris que les autres vendront. Et ce, quelle que soit la raison pour laquelle ils le feront. Du coup, je contribue moi-même à la panique sur l'euro. Tout le monde se met à vendre l'euro et le cours de la monnaie unique s'effondre. Le lendemain soir, au journal de 20 heures, le même présentateur, tout sourire, annoncera : « Mesdames et messieurs, je vous l'avais bien dit : on a vu hier des taches sur la surface du soleil, et ce matin le cours de l'euro s'est effondré. »

Ce phénomène-là est bien connu des économistes depuis les années 1980³. Les marchés financiers sont constamment ballotés entre une tache solaire et la suivante. Le marché que l'on imagine stable, tranquille,

3. D. Cass et K. Shell, « Do Sunspots Matter », *Journal of Political Economy*, 91 (1983) p. 193-227.

appuyé sur des valeurs fondamentales, des analyses réelles de l'économie, n'existe pas. Vous nous direz : « Mais le prix de la baguette ne varie pas, chaque matin, en fonction des déclarations du JT ! » C'est vrai (heureusement !). Pourquoi ? Non point parce qu'il existerait des marchés « raisonnables », dont celui de la baguette serait un exemple, mais parce que le marché de la baguette de pain est *réglementé* : le prix de la baguette ne peut varier qu'à l'intérieur d'une fourchette établie par la loi et réévaluée à intervalles réguliers. Si tel n'était pas le cas, gageons que la moindre rumeur sur une éventuelle pénurie de pain à Paris provoquerait des mouvements de panique difficiles à contrôler et une flambée des prix en quelques heures !

En outre, il est vrai que le JT se garde bien de parler des taches solaires et de faire des pronostics sur le cours de l'euro. Reste que nous ne cessons pas, en réalité, de créer des taches solaires tous les jours ! Une grande « tache solaire » que le monde entier a construite pendant plus de vingt ans, par exemple, s'appelle Alan Greenspan : le patron de la banque centrale américaine (la Réserve fédérale) entre 1987 et 2006. Durant « l'ère Greenspan », dès qu'il donnait une conférence, toutes les salles de marché financier du monde entier allumaient la télévision et écoutaient... Dès que l'homme souriait, investisseurs et *traders* se disaient : « Les gens qui regardent Greenspan sourire vont *croire* que les cours vont monter, *donc* j'achète. » Et les cours montaient. Dès que Greenspan faisait la grimace, on se disait : « Les gens vont *croire* que les cours vont baisser, *donc* je vends. » Et cela faisait baisser les cours... La rumeur voulait, du coup, que ce Greenspan fût un magicien ! Il anticipait le marché à une heure près. Extraordinaire ? En réalité, cet homme a été pris dans le rôle de

N° d'imprimeur :
Dépôt légal : mars 2012
Imprimé en France